

## PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

### ARRÊTÉ N°19EB0914

Limitant provisoirement les prélèvements d'eau douce  
pour le remplissage des mares de tonne de chasse

**À AFFICHER  
DES RÉCEPTION**

**Le Préfet de Charente-Maritime,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

VU le code de l'environnement, et notamment l'article L 211-3 ;

VU le code civil ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet de la Région Centre-Val de Loire approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 19EB0845 du 11 avril 2019 délimitant les bassins de gestion et définissant les mesures de restriction ou de suspension provisoires du remplissage des mares de tonne dans le département de la Charente-Maritime entre le 15 avril et le 30 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que le remplissage des mares de tonne et leur maintien à niveau, nécessitant leur réalimentation pendant toute la période d'étiage, peut avoir une incidence sur le milieu ;

CONSIDÉRANT les relevés du 03/06/2019 sur les ouvrages d'évacuation à la mer comme indiqués dans l'Arrêté Préfectoral n° 19EB0845 du 11 avril 2019 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRÊTE

### Article 1 : REMPLISSAGE DES MARES DE TONNE – NOUVELLES DISPOSITIONS

Conformément à l'article 5.1 de l'arrêté n° 19EB0845 du 11 avril 2019, les règles de gestion pour le remplissage des mares de tonne en eau douce sont les suivantes :

BASSIN	RÈGLES DE GESTION
Marais Bord de Gironde Nord	<b>Interdiction</b> de remplissage et de remise à niveau
Marais de Rochefort Sud	<b>Interdiction</b> de remplissage et de remise à niveau
Marais de Rochefort Nord	<b>Interdiction</b> de remplissage et de remise à niveau
Curé et Sèvre Niortaise	<b>Interdiction</b> de remplissage et de remise à niveau

**Ces dispositions entrent en application à compter du 5 juin 2019 à 8 heures.**

### Article 2 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R216-9 du code de l'environnement.

### Article 3 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – CS 80541 – 86020 POITIERS CEDEX) ou en le déposant en ligne sur l'application « Télérecours citoyens » <https://www.telerecours.fr>. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

### Article 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de JONZAC, ROCHEFORT, SAINTES, ST JEAN-D'ANGELY, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Charente-Maritime, le Délégué Inter Services de l'Eau et de la Nature, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les Maires du département, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le responsable départemental de l'Agence française pour la biodiversité, le responsable départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Recueil des Actes Administratifs* de la Préfecture de la Charente-Maritime, affiché en mairies et adressé pour information aux préfets coordonnateurs des bassins *Loire-Bretagne et Adour-Garonne*.

Fait à La Rochelle, le - 4 JUIN 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Pierre-Emmanuel PORTHERET